



# Commune de Biard

---

---

Préfecture de la Vienne

Direction Départementale des  
Territoires de la Vienne

Service Prévention des Risques

## **PORTER-À-CONNAISSANCE « RISQUE INDUSTRIEL »**

---

---

### **Le risque industriel lié à la société DASSAULT**

Novembre 2014

#### **Application des articles :**

L125-2 du Code de l'Environnement  
L121-2 et R\*121-1 du Code de l'Urbanisme

# Sommaire

<b>Préambule.....</b>	<b>3</b>
<b>1. Les risques technologiques générés par l'usine.....</b>	<b>4</b>
1.1 Présentation succincte de l'usine.....	4
1.2 Phénomènes dangereux identifiés.....	5
<b>2. Préconisations en matière d'urbanisme.....</b>	<b>6</b>
2.1 Principe de zonage.....	6
2.2 Préconisations applicables à chaque zone.....	6
2.2.1 Zone rouge foncé de risque très fort (R) .....	6
2.2.2 Zone bleu foncé de risque moyen (B) .....	6
2.2.3 Zone bleu clair de risque faible (b) .....	7
2.3 Prise en compte du risque technologique dans le document d'urbanisme et l'application du droit des sols.....	7
2.3.1 Prise en compte dans le PLU .....	7
2.3.2 Application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme.....	8
<b>Annexes.....</b>	<b>9</b>
Annexe 1 : Carte des distances d'effets des accidents susceptibles de survenir sur le site industriel.....	11
Annexe 2 : Carte de zonage des préconisations en matière d'urbanisme.....	13

## Préambule

En application des articles L.121-2 et R\*121-1 du code de l'urbanisme et L.125-2 du code de l'environnement, l'État a l'obligation de porter à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents les informations relatives aux risques naturels et technologiques dont il dispose et qui sont nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme (élaboration et révision des documents d'urbanisme, instruction des actes d'occupation du sol...).

Les éléments de connaissance sur le risque technologique généré par l'usine DASSAULT ayant évolué, ils sont portés à votre connaissance dans le présent dossier de transmission des informations au maire. Celui-ci est composé de deux parties :

- une première partie relative à la connaissance des aléas technologiques générés par l'usine
- une deuxième partie relative aux préconisations en matière d'urbanisme autour du site industriel

Ces informations et préconisations doivent être intégrées dans un délai raisonnable dans le document d'urbanisme de votre commune. En l'absence de document ou dans l'attente de son évolution, il peut être fait application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme (refus ou accord avec prescription si le projet est de nature à porter atteinte à la sécurité publique).

Ces informations devront également être tenues à la disposition du public par vos soins et prises en compte dans tout document censé y faire référence (document d'information communal sur les risques majeurs, plan communal de sauvegarde, etc.).

# 1. Les risques technologiques générés par l'usine

## 1.1 Présentation succincte de l'usine

Le site industriel DASSAULT est spécialisée à Biard dans des activités de constructions aéronautiques et dans la fabrication d'éléments et de sous-ensembles d'avions civils et militaires.

Les installations du site industriel sont situées entre la D910, la D30 et l'aéroport de Poitiers-Biard. Elle est de plus en bordure de l'autoroute A10 et des chantiers de la LGV SEA.

L'établissement est soumis à autorisation et classé Seveso seuil bas, au titre de la législation sur les installations classées pour ses activités de traitements de surface et pour ses quantités stockées d'acide fluorhydrique concentré. Il est également soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs et à l'arrêté du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.

L'étude de dangers de l'établissement validée le 6 mai 2013 a conduit à l'arrêté préfectoral n°2013-DRCLAJ/BUPPE-281 du 15 octobre 2013 autorisant et réglementant les installations.

Cette étude de dangers a fait l'objet d'un examen par l'inspection des installations classées. L'appréciation de la démarche de maîtrise des risques a fait l'objet d'un rapport spécifique du 19 juillet 2013 qui a précisé l'ensemble des phénomènes dangereux ayant des conséquences dépassant les limites du site.

## 1.2 Phénomènes dangereux identifiés

Pour la société DASSAULT Aviation, les phénomènes dangereux résultant de l'instruction de l'étude de dangers et de la démarche de maîtrise des risques sont les suivants :

- des effets de **surpression** potentiellement générés par des explosions des atelier et dépôt pyrotechniques ainsi que de la cuve propane servant au chauffage des bains ;
- des effets **thermiques** potentiellement générés par des feux de la cuve de propane, au dépotage fuel ou du local de produits inflammables ;
- des effets **toxiques** potentiellement générés par l'incendie généralisé de l'atelier UC, par une fuite au déchargement du conteneur d'acide fluorhydrique (HF) ou au stockage HF.

Pour chacun de ces phénomènes dangereux, les différents seuils d'effets et la probabilité d'occurrence ont été déterminés. Pour ceux dont les effets sortent des limites du site, les différentes zones de dangers pour la vie humaine ont été délimitées et cartographiées (cf. cartographie des zones d'effets en annexe1) :

Phénomènes dangereux (scénarios)	Probabilité et effet	Distance effets létaux significatifs (m)	Distance effets létaux (m)	Distance effets irréversibles (m)	Distance effets indirects (m)
Incendie dans la zone de dépotage du fuel	E Thermique	<b><u>20</u></b>	<b><u>20</u></b>	<b><u>25</u></b>	/
Explosion limitée dans le local de produits pyrotechniques	D Surpression	18	24	<b><u>48</u></b>	<b><u>95</u></b>
Explosion totalité du stockage du dépôt pyrotechnique	E Surpression	30	<b><u>41</u></b>	<b><u>81</u></b>	<b><u>162</u></b>

Les valeurs **soulignées en gras** correspondent à des effets sortant du site

Selon l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, qui fixe 5 classes de probabilité :

- la probabilité E correspond à un « événement possible mais extrêmement peu probable », c'est-à-dire qui n'est pas impossible au vu des connaissances actuelles, mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années/installations.
- la probabilité D correspond à un « événement très improbable », c'est-à-dire qui s'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais a fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité.

Par souci de précaution pour prendre en compte l'incertitude des calculs des études de danger et pour limiter au maximum la vulnérabilité des biens et des personnes, les événements de probabilité E ont été associés à des événements de probabilité D.

Selon ce même arrêté, qui détermine les seuils d'effets sur l'homme :

- les seuils des effets irréversibles délimitent la zone des dangers significatifs pour la vie humaine
- les seuils des effets létaux délimitent la zone des dangers graves pour la vie humaine
- les seuils des effets létaux significatifs délimitent la zone des dangers très graves pour la vie humaine .
- pour les effets de surpression, est également délimitée une zone des effets indirects par bris de vitre sur l'homme

Les valeurs de référence délimitant ces différents seuils d'effets sur l'homme pour chacun des effets thermiques, de surpression et de toxicité sont données en annexe 2 de l'arrêté ministériel du 29/09/2005.

## 2. Préconisations en matière d'urbanisme




### 2.1 Principe de zonage

A la lecture des tableaux et de la cartographie des zones d'effets (annexe 1), il apparaît que certaines distances d'effets des phénomènes dangereux **sortent des limites du site** de l'usine Dassault Aviation. En conséquence, au vu des dispositions de la circulaire ministérielle du 4 mai 2007 relative au porter à connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées, les préconisations sur l'urbanisme et l'aménagement aux abords de l'usine définies dans la présente partie doivent être retenues.

En préalable, il est précisé que compte tenu des incertitudes liées à l'évaluation des risques et à la délimitation des distances d'effets qu'elles engendrent, **les dommages aux biens et aux personnes ne peuvent être totalement exclus au-delà des périmètres définis**. Ainsi, il convient d'être vigilant et prudent sur les projets en limite de zone d'exposition aux risques et d'éloigner autant que possible les projets importants ou sensibles (établissements recevant du public, ...).

Pour aider la commune à exercer ses compétences en matière d'urbanisme, la carte des zones d'effets (annexe 1) a été retravaillée et un zonage spécifique a été réalisé (annexe 2) dans le but d'identifier facilement les préconisations à prendre en compte pour l'élaboration des documents d'urbanisme ou pour l'instruction des actes d'application du droit des sols.

Trois zones de préconisations différentes ont été définies par rapport au niveau de risque technologique, déterminé en fonction de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de l'intensité des effets des phénomènes dangereux et de la gravité potentielle des accidents susceptibles de découler de l'exploitation de l'installation industrielle :

-  une **zone rouge foncé (R)** correspondant à un risque très fort, dont le principe général est l'inconstructibilité
-  une **zone bleu foncé (B)** correspondant à un risque moyen, dont le principe général est la constructibilité sous réserve de ne pas augmenter la population exposée aux risques
-  une **zone bleu clair (b)** correspondant à un risque faible lié aux effets indirects de surpression (bris de vitre), dont le principe général est la constructibilité sous réserve de résistance à ces effets

### 2.2 Préconisations applicables à chaque zone

#### 2.2.1 **Zone rouge foncé de risque très fort (R)**

Les constructions, installations et mode d'occupation du sol de toute nature sont interdits, à l'exception des installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques.

#### 2.2.2 **Zone bleu foncé de risque moyen (B)**

Les nouvelles constructions ainsi que l'aménagement, l'extension et le changement de destination des constructions existantes sont autorisés sous réserve de ne pas augmenter la population exposée aux risques (sont donc notamment interdites les constructions de nouvelles habitations, d'établissements recevant du public, de locaux occupés régulièrement...).

Les voies de communication dont le débit est supérieur à 2000 véhicules par jour, ainsi que les

voies ferrées sur lesquelles circulent plus de 30 trains de voyageurs par jour sont interdites.

### **2.2.3 Zone bleu clair de risque faible (b)**

Les nouvelles constructions ainsi que l'aménagement, l'extension et le changement de destination des constructions existantes sont autorisés sous réserve qu'ils soient conçus et réalisés de manière à ce que la sécurité des occupants, des bâtiments et des usagers soit assurée face à un aléa correspondant à un effet de surpression de 20 mbar (hPa).

## **2.3 Prise en compte du risque technologique dans le document d'urbanisme et l'application du droit des sols**

La prise en compte des risques dans l'urbanisme constitue un enjeu majeur de la protection des biens et des personnes et relève d'une responsabilité partagée entre l'État et les collectivités. D'une part, l'État affiche les risques qu'il connaît en déterminant leur localisation et leurs caractéristiques et en veillant à ce que lui-même et les autres acteurs les prennent en compte. D'autre part, les communes ou leurs groupements ont l'obligation de prendre en considération l'existence des risques naturels et technologiques sur leur territoire, notamment lors de l'élaboration de documents d'urbanisme et de l'examen des demandes d'autorisation d'occupation ou d'utilisation des sols.

La commune de Biard appartient à la communauté d'agglomération de Grand Poitiers, qui dispose d'un plan local d'urbanisme (PLU), approuvé le 27/06/2013.

### **2.3.1 Prise en compte dans le PLU**

En premier lieu, le **rapport de présentation** doit faire état du risque technologique généré par le site industriel. Tout ou partie du porter-à-connaissance peut être exploité et repris. Le rapport de présentation ayant pour objectif de motiver le parti d'aménagement sur la commune, il devra nécessairement indiquer comment ce risque est pris en compte dans le zonage et le règlement du PLU.

Par ailleurs, l'article R.123-11b du code de l'urbanisme impose que le **document graphique** du règlement du PLU fasse apparaître les secteurs où l'existence de risques justifie que soient interdites, ou soumises à prescriptions particulières, les constructions et les installations de toute nature. Ainsi, la cartographie du PLU devra faire clairement apparaître les zones et/ou parcelles concernées par le risque technologique. A cet effet, le principe d'un **zonage indicé** pourra être adopté. Par exemple, les indices R, B et b pourront être attribués aux portions des secteurs U, AU, A et N incluses respectivement dans les zones de risques R, B et b définies ci-dessus.

Cette démarche permettra ainsi d'appliquer des mesures spécifiques d'urbanisme dans le **règlement**, qui devra reprendre les préconisations correspondantes édictées au chapitre 2.2.

La commune veillera à ce que ces éléments soient pris en compte dans son PLU et, le cas échéant, pourra engager ou profiter d'une prochaine révision ou modification de son PLU pour les y intégrer.

### **2.3.2 Application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme**

En l'absence de plan local d'urbanisme, ou lorsqu'il est ancien ou que de nouveaux éléments de connaissance sont disponibles, il est possible et parfois nécessaire de recourir à l'article R.111-2 du code de l'urbanisme pour réglementer l'occupation des sols en fonction du niveau de risque auquel est ou serait exposée la population.

Cet article, d'ordre public, est opposable dans toutes les situations. Il permet de refuser ou d'assortir de prescriptions un projet soumis à permis de construire, à permis d'aménager ou à déclaration préalable qui comporterait un risque pour la sécurité publique. Il prévoit ainsi que « *Le projet [de construction ou d'aménagement] peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.* ».

Ainsi, dans l'attente d'une révision du PLU de Grand Poitiers, les éléments de connaissance qui vous sont transmis dans la présente note peuvent être suffisants pour clairement justifier et motiver le recours à l'article R.111-2.



## **Annexes**

Annexe 1 : Carte des distances d'effets des accidents susceptibles de survenir sur le site industriel

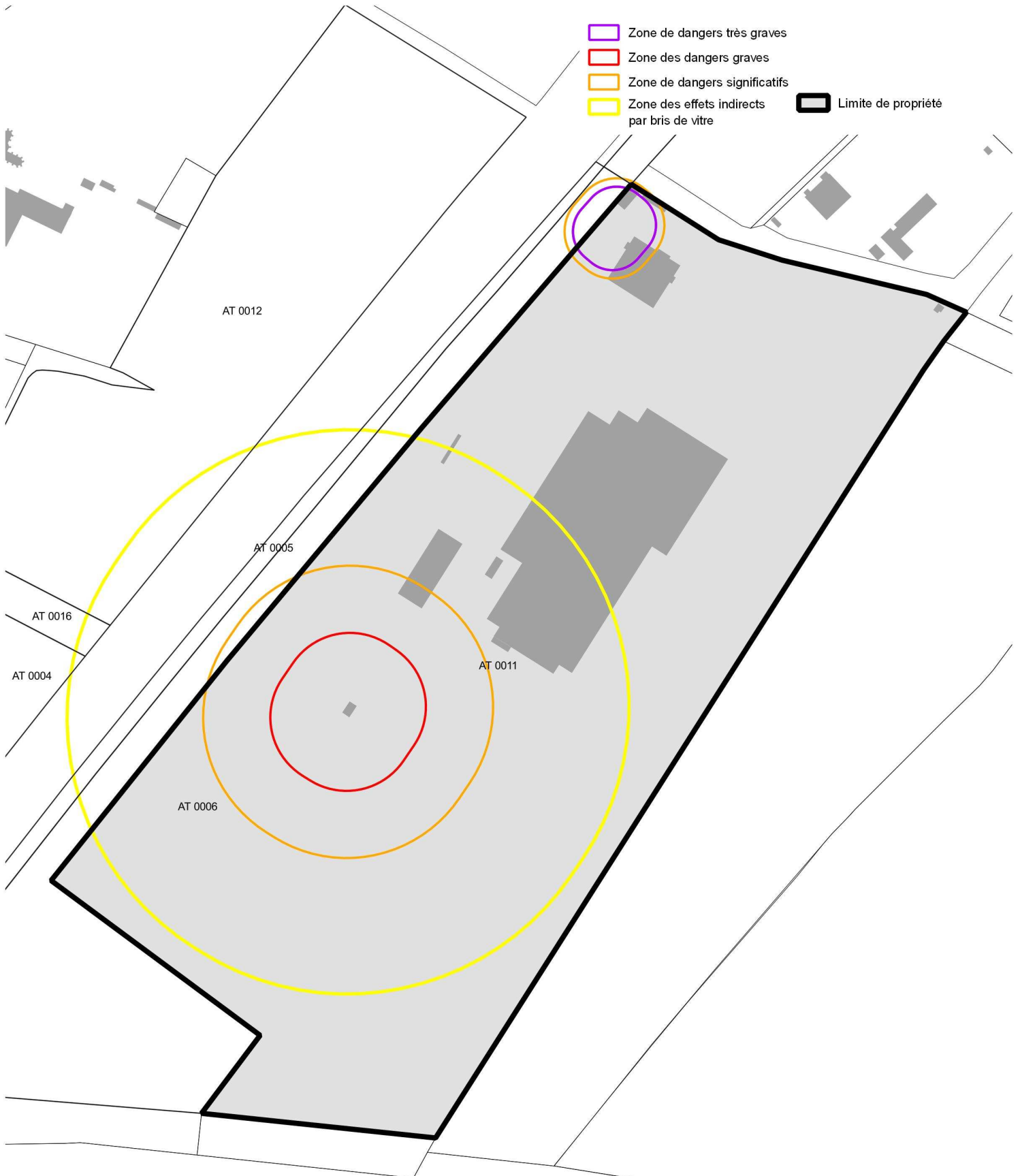
Annexe 2 : Carte de zonage des préconisations en matière d'urbanisme





# Carte des distances d'effets des accidents susceptibles de survenir sur le site de l'établissement :

## *Dassault (Biard)*







# Carte de zonage des recommandations en matière d'urbanisme

## Le risque technologique lié à l'établissement:

### *Dassault (Biard)*

-  Zone rouge foncé (R)
-  Zone bleu foncé (B)
-  Zone bleu clair (b)

